

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/204856]

**16 MAI 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'agrément et au subventionnement
des services d'accompagnement à l'accueil social rural et à l'agrément des structures d'accueil social rural**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.6, D.17, D.126/1 et D.126/2, D.218/2 à D.218/6, insérés par le décret-programme du 17 juillet 2018 portant des mesures diverses pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 11 février 2019;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 mai 2019;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale, intervenue le 21 février 2019;

Vu le rapport du 5 février 2019 établi conformément à l'article 4, 2^o, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Vu l'avis de l'Autorité de protection des données n^o 91/2019, donné le 3 avril 2019;

Vu la décision du Comité de concertation intra-francophone relatif aux accords dits de la « Sainte-Emile », donné le 8 mars 2019;

Vu l'avis 65.924/4 du Conseil d'Etat, donné le 7 mai 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie, donné le 25 mars 2019;

Considérant l'avis de la Commission wallonne de la Santé, rendu le 15 mars 2019;

Sur la proposition de la Ministre de l'Action sociale et du Ministre de l'Agriculture;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1^o la convention : la convention de partenariat conclue entre la structure d'accueil et la structure sociale ou de santé qui fixe les obligations et responsabilités mutuelles concernant l'activité d'accueil social rural et dont le contenu minimum est fixé en vertu du présent arrêté;

2^o le Département : le Département du Développement, de la Ruralité et des Cours d'eau et du Bien-être animal de l'administration au sens de l'article D.3, 3^o, du Code wallon de l'Agriculture, responsable du traitement des demandes d'agrément;

3^o la Ministre de l'Action sociale et de la Santé : la Ministre qui a l'action sociale et la santé dans ses attributions;

4^o la structure d'accueil : la structure d'accueil social rural telle que définie à l'article D. 3, 34/1^o, du Code wallon de l'Agriculture;

5^o la structure sociale ou de santé : la structure sociale ou de santé agréée en exécution du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé;

6^o les services d'accompagnement : les services d'accompagnement à l'accueil social rural agréés en vertu du présent arrêté.

Art. 3. Le présent arrêté détermine les modalités d'agrément et de subventionnement des services d'accompagnement et les modalités d'agrément et de contrôle des structures d'accueil.

CHAPITRE II. — Agrément et subventionnement des services d'accompagnement

Art. 4. La demande d'agrément est introduite par le service d'accompagnement auprès du Département.

Art. 5. § 1^{er}. Outre les éléments visés à l'article D.6, § 3, du Code wallon de l'Agriculture, la demande d'agrément porte sur les éléments suivants :

1^o les coordonnées complètes du service d'accompagnement demandeur;

2^o la présentation du service d'accompagnement;

3^o le numéro d'entreprise et les statuts du demandeur tels que publiés au *Moniteur belge*;

4^o une note de synthèse décrivant le dispositif envisagé et établissant la façon dont le service d'accompagnement entend remplir les missions fixées à l'article D.126/1, § 2, du Code wallon de l'Agriculture;

5^o tout document attestant de l'expérience visée à l'article D.6, § 2, 2^o, du Code wallon de l'Agriculture.

En ce qui concerne l'alinéa 1^{er}, 3^o, le Département peut solliciter directement les documents requis auprès du site internet de la B.C.E. ou auprès du greffe du tribunal de l'entreprise du siège de la personne morale.

Le formulaire de demande d'agrément arrêté par le Ministre de l'Agriculture est mis en ligne par le Département sur le Portail de l'Agriculture wallonne.

§ 2. L'agrément est octroyé lorsque le service d'accompagnement remplit les conditions suivantes :

- 1° il possède son siège social sur le territoire de la région de langue française;
- 2° son statut juridique indique des activités à but non lucratif;
- 3° il s'engage à mettre à disposition de ses bénéficiaires au moins une personne présentant un diplôme ou l'expérience dans les domaines de l'aide sociale ou de la santé, conformément à l'article D.6, § 2, 2°, du Code wallon de l'Agriculture;
- 4° il peut à mettre à disposition de ses bénéficiaires au moins une personne présentant un diplôme ou de l'expérience dans le domaine de l'agriculture, conformément à l'article D. 6, § 2, 2°, du Code wallon de l'Agriculture;
- 5° il s'engage, au travers d'une déclaration sur l'honneur, à accompagner en bon père de famille les projets d'accueil social rural dont les bénéficiaires peuvent être issus des différents secteurs de l'aide sociale, de la santé, du handicap ou de la jeunesse;
- 6° il présente une méthodologie pour l'accompagnement de l'accueil social rural relative aux missions décrites à l'article D.126/1, § 2, alinéa 1^{er}, du Code wallon de l'Agriculture;
- 7° il démontre l'existence d'un travail en réseau avec des acteurs potentiels de projets d'accueil social rural étendu à l'ensemble de la Région wallonne.

§ 3. La demande d'agrément est envoyée par tout moyen susceptible de conférer une date certaine à l'envoi au sens de l'article D.15 du Code wallon de l'Agriculture.

L'inspecteur général du Département en accuse réception dans les trente jours ouvrables de son dépôt. L'accusé de réception indique :

- 1° la date de la réception de la demande;
- 2° le délai dans lequel la décision intervient.

Lorsque la demande d'agrément est incomplète, l'Inspecteur général du Département en informe le requérant, par tout moyen susceptible de conférer une date certaine à l'envoi au sens de l'article D.15 du Code wallon de l'Agriculture, et le charge de la compléter dans les soixante jours de la réception. Le délai de soixante jours peut être prolongé de dix jours sur demande motivée du requérant. Passé ce délai et si le dossier reste incomplet, la demande d'agrément est considérée comme irrecevable.

Lorsque la demande d'agrément est complète et que l'Inspecteur général du Département en a accusé réception, le Département sollicite un avis d'opportunité sur la demande d'agrément auprès du Ministre compétent à l'égard de la structure concernée. Ce dernier rend son avis dans un délai de trente jours ouvrables suivant la réception de la demande d'avis. Le Ministre de l'Agriculture accorde l'agrément sur base de l'avis conforme du Ministre compétent à l'égard de la structure concernée.

Le Ministre de l'Agriculture statue sur la demande d'agrément et notifie celle-ci au demandeur dans les trente jours de la réception du dossier complet.

Art. 6. En cas de refus d'agrément, le service d'accompagnement peut introduire un recours motivé auprès du Ministre de l'Agriculture à l'encontre de sa décision, dans les trente jours qui suivent la notification de refus de l'agrément selon les modalités prévues aux articles D.17 et D.18 du Code wallon de l'Agriculture.

Art. 7. La demande de renouvellement de l'agrément est introduite trois mois avant son échéance dans le respect de la procédure visée aux articles 4 et 5.

Art. 8. La liste des services d'accompagnement agréés est publiée annuellement sur le Portail de l'agriculture wallonne, le Portail de l'AVIQ et le Portail de l'Action sociale.

Art. 9. La Ministre de l'Action sociale et de la Santé et le Ministre de l'Agriculture sont habilités à octroyer conjointement des subventions aux services d'accompagnement, sur base des critères qu'ils déterminent et fixent la composition du coût de gestion visé à l'article D.126/2 du Code wallon de l'Agriculture.

Les critères visés à l'alinéa 1^{er} portent sur :

- 1° la vérification de l'existence de l'agrément du service d'accompagnement;
- 2° la vérification de l'absence de double subventionnement;
- 3° l'expertise du service d'accompagnement lié au nombre d'années, de projets suivis et d'évaluations éventuelles, les ressources humaines formées de façon adéquate et en nombre suffisant face aux spécificités de l'accueil;
- 4° les ressources matérielles dont il dispose;
- 5° le nombre de structures d'accueil qu'il accompagne;
- 6° le service proposé et la philosophie de l'accueil;
- 7° la part de cofinancement prévue.

CHAPITRE III. — *Agrément des structures d'accueil*

Section 1. — Procédure de demande d'agrément

Art. 10 La structure d'accueil introduit la demande d'agrément auprès du Département.

Art. 11. § 1^{er}. La demande d'agrément comprend les éléments suivants :

- 1° les coordonnées complètes de la structure d'accueil;
- 2° la présentation de la structure;
- 3° la présentation du projet d'accueil social rural de la structure, répondant à la définition de l'article D.3, 1/1°, du Code wallon de l'Agriculture;
- 4° une convention conclue avec une structure sociale ou de santé, conformément à l'article 15;
- 5° l'attestation de la compagnie d'assurance de la structure d'accueil garantissant la couverture pour les risques liés à sa responsabilité.

Lorsque la structure d'accueil met en place un projet d'accueil de personnes mineures, la demande d'agrément comprend également un extrait du casier judiciaire de modèle 2 pour toute personne responsable de l'accueil au sein de la structure d'accueil, nécessaire et justifié par le type d'accueil réalisé. L'Inspecteur général du département est le responsable du traitement de ces données à caractère personnel.

Les données visées à l'alinéa 2 sont, conformément à l'article 5, paragraphe 1^{er}, e), du Règlement (UE) n° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du

traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la Directive 95/46/CE, conservées par le Département pendant la durée de validité de l'agrément de la structure, à savoir trois ans à compter de la date d'octroi de l'agrément.

Le formulaire de demande approuvé par le Ministre de l'Agriculture est mis en ligne par le département sur le Portail de l'agriculture wallonne.

§ 2. La demande est envoyée par tout moyen susceptible de conférer une date certaine à l'envoi au sens de l'article D.15 du Code wallon de l'Agriculture et comprend l'ensemble des documents permettant de vérifier le respect des conditions d'octroi de l'agrément.

L'inspecteur général du Département en accuse réception dans les trente jours ouvrables de sa réception. L'accusé de réception indique :

- 1° la date de la réception de la demande;
- 2° le délai dans lequel la décision intervient.

Lorsque la demande d'agrément est incomplète, l'inspecteur général du Département en informe le requérant, par tout moyen susceptible de conférer une date certaine à l'envoi au sens de l'article D.15 du Code wallon de l'Agriculture, et le charge de la compléter dans les soixante jours de la réception. Le délai de soixante jours peut être prolongé sur demande motivée du requérant. Passé ce délai et si le dossier reste incomplet, la demande d'agrément est considérée comme irrecevable.

Lorsque les données nécessaires à l'examen de la demande d'agrément sont disponibles auprès de sources authentiques, le Département collecte ces données directement auprès de sources authentiques et en informe le demandeur.

Lorsque la demande d'agrément est complète et que l'inspecteur général du Département en a accusé réception, le Département sollicite un avis d'opportunité sur la demande d'agrément auprès du Ministre compétent pour le premier accueil social rural concerné, et qui a agréé ou reconnu la structure sociale ou de santé en exécution du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé. Ce dernier rend son avis dans un délai de trente jours ouvrables suivant la réception de la demande d'avis. Le Ministre de l'Agriculture accorde l'agrément sur base de l'avis conforme du Ministre compétent pour le premier accueil social rural concerné.

Lorsque la structure agréée conclut une nouvelle convention, celle-ci est soumise à un accord de principe du Département qui sollicite un avis d'opportunité sur la nouvelle convention auprès du Ministre compétent qui a agréé ou reconnu la structure sociale ou de santé en exécution du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé. Le Ministre compétent sollicité rend son avis dans un délai de dix jours ouvrables suivant la réception de la demande d'avis. Cet avis engage le département. Sans avis du Ministre compétent sollicité rendu dans le délai susmentionné, le Département est habilité à passer outre cette absence d'avis.

Le Ministre de l'Agriculture statue sur la demande d'agrément et notifie celle-ci au demandeur dans les trente jours de la réception du dossier complet.

Art. 12. En cas de refus, la structure d'accueil peut introduire un recours motivé auprès du Ministre de l'Agriculture à l'encontre de sa décision, dans les trente jours qui suivent la notification de refus de l'agrément, selon les modalités prévues aux articles D.17 et D.18 du Code wallon de l'Agriculture et conformément à l'article D.218/7 du Code wallon de l'Agriculture.

Art. 13. La demande de renouvellement de l'agrément est introduite trois mois avant son échéance dans les formes fixées par le Ministre de l'Agriculture.

Le Ministre de l'Agriculture renouvelle l'agrément de la structure d'accueil, sur base de l'avis de du Département rendu après analyse de l'avis du service d'accompagnement, conformément à l'article D.126/1, § 2, 1°, du Code wallon de l'Agriculture.

Section 2. — Conditions d'octroi de l'agrément

Art. 14. Conformément à l'article D.218/2 du Code wallon de l'Agriculture, l'agrément est octroyé sur base des éléments visés à l'article 12, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et lorsque la structure répond aux conditions suivantes :

- 1° elle dispose d'un siège d'exploitation situé sur le territoire de la région de langue française;
- 2° elle offre des activités correspondant à la définition de l'accueil social rural tel que défini à l'article D.3, 1/1°, du Code wallon de l'Agriculture;
- 3° les bénéficiaires de ces activités relèvent du public cible attribué à la structure sociale ou de santé avec laquelle la structure d'accueil a établi le partenariat.

Art. 15. § 1^{er}. La convention visée à l'article 2, 1°, contient au minimum :

- 1° l'identification de la structure d'accueil;
- 2° l'identification de la structure sociale ou de santé;
- 3° l'objet de la convention, à savoir l'accomplissement de la mission d'accueil social rural telle que définie à l'article D. 3,1/1°, du Code wallon de l'Agriculture;
- 4° la durée de la convention et sa date de prise d'effet;
- 5° la signature des parties;
- 6° la date de sa signature;
- 7° les engagements des parties conformément au paragraphe 3;
- 8° un descriptif des activités courantes de la structure d'accueil et de celles qui peuvent être proposées aux personnes accueillies par la structure d'accueil;
- 9° des consignes en matière d'hygiène et de sécurité relatives aux spécificités du projet d'accueil social rural définies en accord avec la structure sociale ou de santé;
- 10° une analyse des risques liés aux activités proposées au sein de la structure d'accueil pour le projet d'accueil social rural.

Un modèle de convention arrêté par le Ministre de l'Agriculture, après consultation du service d'accompagnement, est mis en ligne sur le Portail de l'agriculture wallonne.

§ 2. La convention reprend au minimum les engagements des structures d'accueil tels que décrits ci-dessous.

La structure d'accueil :

a) respecte les consignes et accords en vigueur en matière d'hygiène et de sécurité relatives aux spécificités de son projet d'accueil social rural;

- b) prévoit au plus tard le premier jour de l'activité d'accueil une visite guidée des lieux avec la personne accueillie, et lui présenter les activités les plus courantes ainsi que les consignes sanitaires et de sécurité en vigueur;
- c) offre à la personne accueillie un espace où elle peut manger et ranger ses vêtements et effets personnels, et lui fournir un accès aux sanitaires;
- d) participe à des moments d'évaluation de l'accueil avec la structure sociale ou de santé partenaire;
- e) veille au bien-être de la personne accueillie;
- f) propose au bénéficiaire des activités qui respectent ses capacités physiques et mentales, ses besoins, limites et possibilités;
- g) respecte les règles du secret professionnel;
- h) informe la structure sociale ou de santé partenaire de tout autre accueil éventuel en cours au sein de la structure d'accueil;
- i) informe le Département de toute évolution du cadre des accueils susceptible de nécessiter une révision de la convention de partenariat liée à l'agrément, et par là potentiellement de l'agrément;
- j) envoie copie de la convention de partenariat au service d'accompagnement.

§ 3. La structure sociale ou de santé et la structure d'accueil :

- a) collaborent avec les services d'accompagnement et leur fournissent toute information utile à la réalisation de leurs missions telles que définies à l'article D.126/1, § 2, du Code wallon de l'Agriculture;
- b) le cas échéant, font appel à un service d'accompagnement agréé dans le cadre du présent arrêté pour garantir la qualité du projet d'accueil social rural;
- c) définissent conjointement les modalités d'accueil et d'évaluation de l'accueil pour chaque bénéficiaire accueilli;
- d) s'informent mutuellement dans le cas où les conditions de mise en œuvre des accueils ne sont plus réunies;
- e) suspendent ou résilient la convention de partenariat d'accueil si les conditions de mise en œuvre ne sont plus rencontrées.

CHAPITRE IV. — *Evaluation et contrôle des structures d'accueil*

Art. 16. Le Département est chargé des missions visées à l'article D.218/5 du Code wallon de l'Agriculture.

Art. 17. § 1^{er}. Au terme de chaque année de fonctionnement, à dater de la notification de l'agrément, la structure d'accueil, en collaboration avec le service d'accompagnement et la structure sociale ou de santé, transmet au Département un rapport d'activités.

Le rapport d'activités présente au minimum :

- 1° le nombre de personnes accueillies et la fréquence des accueils;
- 2° une mise à jour éventuelle des modalités d'accueil décrites dans la demande d'agrément;
- 3° le type d'accueil organisé, individuel, collectif ou autre, accompagné ou non accompagné, résidentiel ou non;
- 4° le type de public accueilli;
- 5° la liste de l'ensemble des collaborations établies avec des structures sociales ou de santé;
- 6° l'identification des difficultés rencontrées par la structure d'accueil;
- 7° les perspectives.

Le Département transmet le rapport d'activités à l'administration qui a agréé ou reconnu la structure sociale ou de santé en exécution du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé.

La Ministre de l'Action sociale et de la Santé et le Ministre de l'Agriculture sont habilités à préciser et à modifier conjointement le contenu du rapport d'activités.

Le modèle du rapport d'activités est mis en ligne sur le Portail de l'agriculture wallonne.

§ 2. Les documents visés au paragraphe 1^{er} sont à envoyer par tout moyen de conférer date certaine à l'envoi au sens de l'article D.15 du Code wallon de l'Agriculture, au Département.

Art. 18. Les structures d'accueil font l'objet d'une évaluation annuelle par le département sur la base des critères suivants :

- 1° le rapport d'activités;
- 2° le cas échéant, la visite des lieux de la structure d'accueil;
- 3° les plaintes éventuelles.

Art. 19. L'évaluation annuelle visée à l'article 18 porte sur la validité et la conformité des documents présentés lors de la demande d'agrément et sur une éventuelle visite des lieux de l'exploitation.

Chaque évaluation fait l'objet d'un rapport transmis à la structure d'accueil par tout moyen susceptible de conférer date certaine à l'envoi au sens de l'article D. 15 du Code wallon de l'Agriculture.

Le modèle du rapport d'évaluation est rendu public sur le Portail de l'Agriculture wallonne.

CHAPITRE V. — *Suspension et retrait de l'agrément des structures d'accueil*

Art. 20. En cas de manquement constaté et non résolu par la structure d'accueil, au terme du délai fixé par le Département pour y remédier, le Ministre de l'Agriculture notifie sa décision de suspension de l'agrément dans les nonante jours de la réception du dossier complet lui permettant de prononcer ladite décision de suspension de l'agrément.

La suspension de l'agrément court jusqu'à la mise en conformité par la structure d'accueil.

Toutefois, cette suspension ne peut pas dépasser une durée de six mois au-delà de laquelle le Ministre de l'Agriculture prend une décision de retrait.

L'inspecteur général du Département notifie la décision du Ministre de l'Agriculture à la structure d'accueil concernée.

Art. 21. La suspension entraîne un arrêt provisoire des activités d'accueil social rural par la structure d'accueil.

Art. 22. En cas de constatation d'une cause de retrait de l'agrément, due au non-respect des conditions fixées dans le présent arrêté, le département la communique à la structure d'accueil concernée dans les trente jours de sa constatation, par tout moyen susceptible de conférer date certaine à l'envoi au sens de l'article D.15 du Code wallon de l'Agriculture.

La structure d'accueil dispose, sous peine d'irrecevabilité, de trente jours à partir de la réception de la communication visée à l'alinéa 1^{er}, pour faire connaître ses objections, par tout moyen susceptible de conférer date certaine à l'envoi conformément à l'article D.15 du Code wallon de l'Agriculture, auprès du département.

Dans les quinze jours à compter de la réception des objections ou de l'échéance visée à l'alinéa 2, le Département transmet au Ministre de l'Agriculture son rapport sur la cause de retrait de l'agrément accompagné, le cas échéant, de l'examen de ses objections.

Le Département communique à la structure d'accueil la décision du Ministre de l'Agriculture, par tout moyen susceptible de conférer une date certaine à l'envoi conformément à l'article D.15, du Code wallon de l'Agriculture, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de sa décision.

Art. 23. La structure d'accueil peut solliciter une nouvelle demande d'agrément auprès du Département, sur base de la procédure fixée aux articles 10 et 11, après six mois à compter de la notification du retrait.

Le Ministre de l'Agriculture, sur base des éléments en sa possession, notifie sa décision à la structure d'accueil.

Art. 24. La notification du retrait de l'agrément entraîne de plein droit l'arrêt des activités relatives à l'accueil social rural.

La procédure de suspension et de retrait est également applicable aux structures d'accueil en cas de constat de non-respect des dispositions prévues par le Code wallon de l'Agriculture, le Code de l'Action sociale et de la Santé, le présent arrêté et leurs arrêtés d'exécution.

CHAPITRE VI. — *Dispositions transitoires*

Art. 25. Pour les demandes d'agrément introduites en 2019 et 2020, les délais visés aux articles 5, § 3, alinéa 2, et 11, § 2, alinéa 2, sont fixés à soixante jours ouvrables.

Art. 26. Pour les années 2019 et 2020, les structures d'accueil qui ont reçu un accusé de réception de leur demande d'agrément conformément aux articles 5, § 2, alinéa 2, et 11, § 2, alinéa 2, et qui sont en attente d'une décision du Ministre de l'Agriculture relative à leur demande d'agrément peuvent bénéficier d'un statut en cours de reconnaissance leur permettant de promouvoir et de communiquer sur les activités d'accueil social rural envisagées.

Les structures d'accueil qui bénéficient d'un statut en cours de reconnaissance conformément à l'alinéa 1^{er} peuvent, sur avis favorable remis par une structure sociale ou de santé ou par un service d'accompagnement, organiser des activités d'accueil social rural.

CHAPITRE VII. — *Dispositions finales*

Art. 27. La Ministre de l'Action sociale et de la Santé et le Ministre de l'Agriculture, chacun pour ce qui le concerne, sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 16 mai 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Egalité des chances, de la Fonction publique
et de la Simplification administrative,

A. GREOLI

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine
et délégué à la Grande Région,

R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/204856]

16 MEI 2019. — **Besluit van de Waalse Regering betreffende de erkenning en de subsidiëring van de begeleidingsdiensten voor de sociale opvang in een rurale omgeving en de erkenning van de structuren voor de sociale opvang in een rurale omgeving**

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, de artikelen D.6, D.17, D.126/1 en D.126/2, D.218/2 tot D.218/6, ingevoegd bij het programmadecreet;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 11 februari 2019;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 16 mei 2019;

Gelet op het overleg gepleegd tussen de Gewestregeringen en de Federale overheid op 21 februari 2019;

Gelet op het rapport van 5 februari 2019 opgesteld overeenkomstig artikel 4, 2^o, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op het advies nr 91/2019 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 3 april 2019;

Gelet op het inter-Franstalig Overlegcomité betreffende de zogenoemde "Sint-Emile"-overeenkomsten, gegeven op 8 maart 2019;

Gelet op het advies 65.924/4 van de Raad van State, gegeven op 7 mei 2019, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de "Conseil économique, social et environnemental de Wallonie" (Economische, Sociale en Milieuraad van Wallonië), gegeven op 25 oktober 2019;

Gelet op het advies van de "Commission wallonne de la santé" (Waalse gezondheidscommissie), gegeven op 15 maart 2019;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie en de Minister van Landbouw;
Na beraadslaging,
Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een materie bedoeld in artikel 128 ervan.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° de overeenkomst: de partnerschapsovereenkomst gesloten tussen de opvangstructuur en de sociale of gezondheidsstructuur die de wederzijdse verplichtingen en verantwoordelijkheden met betrekking tot de sociale opvang in een rurale omgeving bepaalt en waarvan de minimuminhoud krachtens dit besluit bepaald wordt;

2° het Departement: het Departement Ontwikkeling, Landelijke Aangelegenheden, Waterlopen en Dierenwelzijn van de Administratie in de zin van artikel D.3, 3°, van het Waalse Landbouwwetboek, verantwoordelijk voor de behandeling van de erkenningsaanvragen;

3° de Minister van Sociale Actie en Gezondheid: de Minister die belast is met sociale actie en gezondheid;

4° de opvangstructuur: de structuur voor de sociale opvang in een rurale omgeving zoals omschreven in artikel D.3, 34/1°, van het Waalse Landbouwwetboek;

5° de sociale of gezondheidsstructuur: de sociale of gezondheidsstructuur die overeenkomstig het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid erkend is;

6° de begeleidingsdiensten: de begeleidingsdiensten voor de sociale opvang in een rurale omgeving die krachtens dit besluit erkend zijn.

Art. 3. Dit besluit bepaalt de modaliteiten in verband met de erkenning en subsidiëring van de begeleidingsdiensten en de modaliteiten in verband met de erkenning en controle van de opvangstructuren.

HOOFDSTUK II. — *Erkenning en subsidiëring van de begeleidingsdiensten*

Art. 4. De erkenningsaanvraag wordt door de begeleidingsdienst bij het Departement ingediend.

Art. 5. § 1. De erkenningsaanvraag heeft betrekking op de volgende punten, naast die bedoeld in artikel D.6, § 3, van het Waalse Landbouwwetboek:

1° de volledige contactgegevens van de verzoekende begeleidingsdienst;

2° de voorstelling van de begeleidingsdienst;

3° het ondernemingsnummer en de statuten van de aanvrager zoals bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*;

4° een synthesenota waarbij de overwogen regeling beschreven wordt en de wijze waarop de begeleidingsdienst de opdrachten bedoeld in artikel D.126/1, § 2, van het Waalse Landbouwwetboek gaat vervullen, bepaald wordt;

5° elk document dat de ervaring bedoeld in artikel D.6, § 2, 2°, van het Waalse Landbouwwetboek bewijst.

Wat lid 1, 3° betreft kan het Departement de vereiste documenten rechtstreeks opvragen op de website van de K.B.O. of bij de griffie van de rechtbank waar de zetel van de onderneming zich bevindt.

Het erkenningsaanvraagformulier goedgekeurd door de Minister van Landbouw wordt online op de portaalsite van de Waalse landbouw door het Departement gepubliceerd.

§ 2. De erkenning wordt toegekend wanneer de begeleidingsdienst de volgende voorwaarden vervult:

1° diens maatschappelijke zetel is op het grondgebied van het Franse taalgebied gevestigd;

2° diens rechtsstatuut wijst op activiteiten zonder winstoogmerk;

3° hij verbindt zich ertoe om tenminste een persoon met een diploma of met ervaring in sociale actie of gezondheid ter beschikking te stellen van diens begunstigden, overeenkomstig artikel D.6, § 2, 2°, van het Waalse Landbouwwetboek;

4° hij kan tenminste een persoon met een diploma of met ervaring in landbouw ter beschikking stellen van diens begunstigden, overeenkomstig artikel D.6, § 2, 2°, van het Waalse Landbouwwetboek;

5° door middel van een verklaring op erewoord verbindt hij zich ertoe om de projecten van sociale opvang in een rurale omgeving als een goede huisvader te begeleiden, waarvan de begunstigden uit verschillende sectoren van de sociale actie, gezondheid, handicap of jeugd afkomstig kunnen zijn;

6° hij stelt een methodologie voor met betrekking tot de sociale opvang in een rurale omgeving in verband met de opdrachten beschreven in artikel D.126/1, § 2, lid 1, van het Waalse Landbouwwetboek;

7° hij kan aantonen dat hij in netwerk werkt met potentiële actoren van projecten van sociale opvang in een rurale omgeving op het gans grondgebied van het Waalse Gewest.

§ 3. De erkenningsaanvraag wordt verstuurd door elk middel dat een vaste datum verleent in de zin van artikel D.15 van het Waals Landbouwwetboek.

De inspecteur-generaal van het Departement bericht ontvangst ervan binnen dertig werkdagen na de indiening ervan. Het bericht van ontvangst vermeldt:

1° de ontvangstdatum van de aanvraag;

2° de termijn waarin de beslissing genomen wordt.

Wanneer de vergunningsaanvraag onvolledig is, brengt de inspecteur-generaal van het Departement de aanvrager daarvan op de hoogte door elk middel dat een vaste datum aan de verzending verleent in de zin van artikel D.15 van het Waals Landbouwwetboek, en belast hem om ze aan te vullen binnen dertig werkdagen na de ontvangst. De termijn van zestig dagen kan met tien dagen worden verlengd op gemotiveerd verzoek van de aanvrager. Na afloop van die termijn en indien het dossier onvolledig blijft, wordt de vergunningsaanvraag beschouwd als onontvankelijk.

Wanneer de erkenningsaanvraag volledig is en de inspecteur-generaal van het Departement ontvangst daarvan bericht heeft, vraagt het Departement de Minister die voor de betrokken structuur bevoegd is om een opportuniteitsadvies over de goedkeuringsaanvraag. Deze brengt advies binnen dertig werkdagen uit na ontvangst van het verzoek om adviesverlening. De Minister van Landbouw kent de erkenning toe op basis van het eensluidend advies van de Minister die voor de betrokken structuur bevoegd is.

De Minister van Landbouw beslist over de erkenningsaanvraag en geeft de aanvrager kennis van zijn beslissing binnen dertig dagen na de ontvangst van het volledig dossier.

Art. 6. Indien de erkenning geweigerd wordt kan de begeleidingsdienst een gemotiveerd beroep bij de Minister van Landbouw indienen tegen diens beslissing, binnen 30 dagen na de kennisgeving van de weigering van de erkenning overeenkomstig de modaliteiten bedoeld in de artikelen D.17 en D.18 van het Waalse Landbouwwetboek.

Art. 7. De aanvraag tot verlenging van de erkenning wordt drie maanden vóór het verstrijken ervan ingediend overeenkomstig de in artikelen 4 en 5 bedoelde procedure.

Art. 8. De lijst van de erkende begeleidingsdiensten wordt jaarlijks bekendgemaakt op de portaalsite van de Waalse landbouw, de portaalsite van het "AVIQ" en op die van Sociale Actie.

Art. 9. De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid en de Minister van Landbouw zijn bevoegd om gezamenlijk subsidies toe te kennen aan de begeleidingsdiensten op basis van de criteria die zij vaststellen, en bepalen de samenstelling van de beheerskosten bedoeld in artikel D.126/2 van het Waalse Landbouwwetboek.

De in lid 1 bedoelde criteria hebben betrekking op:

- 1° de verificatie of de begeleidingsdienst over de erkenning beschikt;
- 2° de verificatie of er geen dubbele subsidiëring is;
- 3° de deskundigheid van de begeleidingsdienst in verband met het aantal jaren, de opgevolgde projecten en eventuele evaluaties, de menselijke hulpkrachten die naar behoren en in voldoende aantal opgeleid zijn om aan de specifieke behoeften van de opvang tegemoet te komen;
- 4° de materiële hulpmiddelen waarover hij beschikt;
- 5° het aantal opvangstructuren die hij begeleidt;
- 6° de aangeboden dienstverlening en de filosofie van de opvang;
- 7° het voorziene aandeel van medefinanciering.

HOOFDSTUK III. — *Erkenning van de opvangstructuren*

Afdeling 1. — Procedure met betrekking tot de erkenningsaanvraag

Art. 10. De opvangstructuur dient de erkenningsaanvraag bij het Departement in.

Art. 11. § 1. De erkenningsaanvraag bevat de volgende gegevens:

- 1° de volledige contactgegevens van de opvangstructuur;
- 2° de voorstelling van de structuur;
- 3° de voorstelling van het project van de structuur in verband met sociale opvang in een rurale omgeving, die beantwoordt aan de definitie van artikel D.3, 1/1°, van het Waalse Landbouwwetboek;
- 4° een overeenkomst gesloten met een sociale of gezondheidsstructuur, overeenkomstig artikel 15;
- 5° het attest van de verzekeringsmaatschappij van de opvangstructuur die de dekking voor de risico's in verband met aansprakelijkheid garandeert.

Wanneer de opvangstructuur een project voor de opvang van minderjarigen invoert, dient de erkenningsaanvraag ook een uittreksel uit het strafregister model 2 te bevatten voor elke persoon die verantwoordelijk is voor de opvang binnen de opvangstructuur, dat noodzakelijk en gerechtvaardigd is op grond van de aard van de opvang. De inspecteur-generaal van het Departement is verantwoordelijk voor de verwerking van die persoonsgegevens.

De in lid 2 bedoelde gegevens worden overeenkomstig artikel 5, paragraaf 1, *e*), van Verordening (EU) nr. 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en het vrije verkeer van die gegevens, en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG, door het Departement bewaard gedurende de geldigheidsduur van de erkenning van de structuur, namelijk drie jaar nadat de erkenning toegekend is.

Het aanvraagformulier goedgekeurd door de Minister van Landbouw wordt online op de portaalsite van de Waalse landbouw door het Departement gepubliceerd.

§ 2. De aanvraag wordt verstuurd bij elk middel dat een vaste datum aan de verzending verleent in de zin van artikel D.15 van het Waalse Landbouwwetboek en omvat het geheel van de documenten waarmee de naleving van de toekenningsvoorwaarden van de erkenning kan worden nagegaan.

De inspecteur-generaal van het Departement bericht ontvangst ervan binnen dertig werkdagen na de indiening ervan. Het bericht van ontvangst vermeldt:

- 1° de ontvangstdatum van de aanvraag;
- 2° de termijn waarin de beslissing genomen wordt.

Wanneer de erkenningsaanvraag onvolledig is, brengt de inspecteur-generaal van het Departement de aanvrager daarvan op de hoogte door elk middel dat een vaste datum aan de verzending verleent in de zin van artikel D.15 van het Waals Landbouwwetboek, en belast hem om ze aan te vullen binnen zestig dagen na de ontvangst. De termijn van zestig dagen kan worden verlengd op gemotiveerd verzoek van de aanvrager. Na afloop van die termijn en indien het dossier onvolledig blijft, wordt de erkenningsaanvraag beschouwd als onontvankelijk.

Indien de gegevens die nodig zijn voor het onderzoek van de erkenningsaanvraag bij authentieke bronnen beschikbaar zijn, verzamelt het Departement die gegevens rechtstreeks uit authentieke bronnen en stelt het de aanvrager daarvan in kennis.

Wanneer de erkenningsaanvraag volledig is en de inspecteur-generaal van het Departement ontvangst daarvan bericht heeft, vraagt het Departement een opportuniteitsadvies over de erkenningsaanvraag bij de Minister die voor de eerste betrokken sociale opvang in een rurale omgeving bevoegd is, en die de sociale of gezondheidsstructuur erkend heeft overeenkomstig het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid. Deze brengt advies binnen dertig werkdagen uit na ontvangst van het verzoek om adviesverlening. De Minister van Landbouw kent de erkenning toe op basis van het eensluidend advies van de Minister die voor de eerste betrokken sociale opvang in een rurale omgeving bevoegd is.

Wanneer de erkende structuur een nieuwe overeenkomst sluit, is deze onderworpen aan een principeakkoord van het Departement dat een opportuniteitsadvies over de nieuwe overeenkomst vraagt bij de bevoegde Minister die de sociale of gezondheidsstructuur erkend heeft overeenkomstig het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid. De

bevoegde Minister brengt advies binnen tien werkdagen uit na ontvangst van het verzoek om adviesverlening. Dit advies is bindend voor het Departement. Indien de bevoegde Minister geen advies binnen de hierboven vermelde termijn uitbrengt, wordt het Departement ertoe gemachtigd dit gebrek aan advies naast zich neer te leggen.

De Minister van Landbouw beslist over de erkenningsaanvraag en geeft de aanvrager kennis van zijn beslissing binnen dertig dagen na de ontvangst van het volledig dossier.

Art. 12. Indien de erkenning geweigerd wordt kan de opvangstructuur een gemotiveerd beroep bij de Minister van Landbouw indienen tegen diens beslissing binnen dertig dagen na de kennisgeving van de weigering van de erkenning, overeenkomstig de modaliteiten bedoeld in de artikelen D.17 en D.18 van het Waalse Landbouwwetboek en overeenkomstig artikel D.218/7 van het Waalse Landbouwwetboek.

Art. 13. De aanvraag tot verlenging van de erkenning wordt drie maanden vóór het verstrijken ervan ingediend in de door de Minister van Landbouw bepaalde vormen.

De Minister van Landbouw verlengt de opvangstructuur op basis van het advies van het Departement na analyse van het advies van de begeleidingsdienst, overeenkomstig artikel D.126/1, § 2, 1^o, van het Waals Landbouwwetboek.

Afdeling 2. — Toekenningsvoorwaarden van de erkenning

Art. 14. Overeenkomstig artikel D.218/2 van het Waals Landbouwwetboek wordt de erkenning toegekend op basis van de elementen bedoeld in artikel 12, § 1, lid 1, en wanneer de structuur aan de volgende voorwaarden voldoet:

1^o ze beschikt over een bedrijfszetel op het grondgebied van het Franse taalgebied;

2^o ze biedt activiteiten aan die voldoen aan de definitie van de sociale opvang in een rurale omgeving zoals omschreven in artikel D.3, 1/1^o, van het Waals Landbouwwetboek;

3^o de begunstigden van die activiteiten vallen binnen de doelgroep die aan de sociale of gezondheidsstructuur toegewezen is waarmee de opvangstructuur het partnerschap heeft opgericht.

Art. 15. § 1. De in artikel 2, 1^o, bedoelde overeenkomst bevat tenminste:

1^o de identificatie van de opvangstructuur;

2^o de identificatie van de sociale of gezondheidsstructuur;

3^o de doelstelling van de overeenkomst, namelijk de verwezenlijking van de opdracht van sociale opvang in een rurale omgeving zoals omschreven in artikel D.3,1/1^o van het Waals Landbouwwetboek;

4^o de duur van de overeenkomst en de datum van inwerkingtreding ervan;

5^o de ondertekening door de partijen;

6^o de datum van ondertekening;

7^o de verbintenissen van de partijen overeenkomstig paragraaf 3;

8^o een beschrijving van de dagelijkse activiteiten van de opvangstructuur en van de activiteiten die voorgesteld kunnen worden aan de personen die door de opvangstructuur opgevangen zijn;

9^o hygiëne- en veiligheidsinstructies met betrekking tot de specificiteiten van het project van sociale opvang in een rurale omgeving die in overeenstemming met de sociale of gezondheidsstructuur bepaald worden;

10^o een analyse van de risico's verbonden aan de activiteiten die binnen de opvangstructuur voor het project van sociale opvang in een rurale omgeving voorgesteld worden.

Een model van overeenkomst bepaald door de Minister van Landbouw na overleg met de begeleidingsdienst wordt online op de portaalsite van de Waalse landbouw gepubliceerd.

§ 2. De overeenkomst omvat tenminste de verbintenissen van de opvangstructuren zoals hieronder beschreven.

De opvangstructuur:

a) leeft de geldende instructies en overeenkomsten inzake hygiëne en veiligheid na met betrekking tot de specificiteiten van zijn project van sociale opvang in een rurale omgeving;

b) voorziet uiterlijk op de eerste dag van de ontvangstactiviteit in een rondleiding van de installaties met de persoon die opgevangen wordt, en stelt deze de meest voorkomende activiteiten en de geldende gezondheids- en veiligheidsinstructies voor.

c) biedt de opgevangen persoon een ruimte waar zij kan eten en waar zij haar kleding en persoonlijke bezittingen kan opbergen, en waar zij toegang tot de sanitaire installaties heeft;

d) neemt aan momenten van evaluatie van de opvang met de sociale of gezondheidsstructuur waarmee zij een partnerschap vormt deel;

e) zorgt voor het welzijn van de opgevangen persoon;

f) stelt de begunstigde activiteiten voor die zijn fysieke en mentale capaciteiten, behoeften, beperkingen en mogelijkheden in acht nemen;

g) voldoet aan de regels inzake beroepsgeheim;

h) houdt de sociale of gezondheidsstructuur waarmee zij een partnerschap vormt op de hoogte van elke andere eventuele opvang binnen de opvangstructuur;

i) licht het Departement in over elke evolutie van het opvangkader die een herziening van de partnerschapsovereenkomst gebonden aan de erkenning, en daarmee mogelijkzins van de erkenning zelf, zou kunnen vereisen;

j) maakt een afschrift van de partnerschapsovereenkomst aan de begeleidingsdienst over.

§ 3. De sociale of gezondheidsstructuur en de opvangstructuur;

a) werken met de begeleidingsdiensten samen en verstrekken deze alle relevante informatie voor de verwezenlijking van hun opdrachten zoals omschreven in artikel D.126/1, § 2, van het Waals Landbouwwetboek;

b) doen een beroep op een erkende begeleidingsdienst in voorkomend geval, in het kader van dit besluit, om de kwaliteit van het project van sociale opvang in een rurale omgeving te garanderen;

c) bepalen gezamenlijk de modaliteiten met betrekking tot de opvang en de evaluatie van de opvang voor elke opgevangen begunstigde;

d) stellen elkaar op de hoogte indien de voorwaarden voor de implementatie van de opvangen niet langer vervuld zijn;

e) schorten of zeggen de partnerschapsovereenkomst voor de opvang op indien niet langer aan de voorwaarden voor de uitvoering ervan wordt voldaan.

HOOFDSTUK IV. — *Evaluatie en controle van de opvangstructuren*

Art. 16. Het Departement is belast met de opdrachten bedoeld in artikel D.218/5 van het Waalse Landbouwwetboek.

Art. 17. § 1. De opvangstructuur, in samenwerking met de begeleidingsdienst en de sociale of gezondheidsstructuur, maakt een activiteitenverslag aan het Departement over aan het einde van elk werkingsjaar, vanaf de datum van kennisgeving van de erkenning.

Het activiteitenverslag bevat tenminste:

- 1° het aantal opgevangen personen en de frequentie van de opvangen;
- 2° een eventuele bijwerking van de opvangmodaliteiten omschreven in de erkenningsaanvraag;
- 3° het type georganiseerde opvang, individueel, gemeenschappelijk of ander, begeleid of niet, residentieel of niet;
- 4° het type opgevangen publiek;
- 5° de lijst van alle samenwerkingen met sociale of gezondheidsstructuren;
- 6° de identificatie van de moeilijkheden ondervonden door de opvangstructuur;
- 7° de vooruitzichten.

Het Departement maakt het activiteitenverslag aan de Administratie die de sociale of gezondheidsstructuur erkend heeft over, ter uitvoering van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid.

De Minister van Sociale Actie en Gezondheid en de Minister van Landbouw zijn bevoegd om gezamenlijk de inhoud van het activiteitenverslag te bepalen en te wijzigen.

Het model van het activiteitenverslag wordt online op de portaalsite van de Waalse landbouw gepubliceerd.

§ 2. De in paragraaf 1 bedoelde documenten moeten aan het Departement gericht worden door elk middel dat een vaste datum verleent aan de verzending overeenkomstig artikel D.15 van het Waals Landbouwwetboek.

Art. 18. De opvangstructuren worden jaarlijks geëvalueerd door het Departement op basis van de volgende criteria:

- 1° het activiteitenverslag;
- 2° in voorkomend geval het plaatsbezoek van de opvangstructuur;
- 3° de eventuele klachten.

Art. 19. De in artikel 18 bedoelde jaarlijkse evaluatie betreft de geldigheid en conformiteit van de documenten ingediend bij de erkenningsaanvraag en een eventueel plaatsbezoek van het bedrijf.

Elke evaluatie is het voorwerp van een verslag dat aan de opvangstructuur wordt overgemaakt door elk middel dat een vaste datum verleent in de zin van de artikel D.15 van het Waals Landbouwwetboek.

Het model van evaluatieverslag wordt op de portaalsite van de Waalse landbouw gepubliceerd.

HOOFDSTUK V. — *Opschorting en intrekking van de erkenning van de opvangstructuren*

Art. 20. In het geval van vastgestelde tekortkoming die door de opvangstructuur niet opgelost wordt, na afloop van de termijn opgelegd door het Departement om dit te verhelpen, geeft de Minister van Landbouw kennis van zijn beslissing tot opschorting van de erkenning binnen negentig dagen na ontvangst van het volledig dossier waarmee hij deze beslissing van opschorting van de erkenning kan uitspreken.

De opschorting van de erkenning loopt tot het in overeenstemming brengen door de opvangstructuur.

Deze opschorting mag evenwel geen duur van zes maanden overschrijden boven welke de Minister van Landbouw een beslissing van intrekking neemt.

De inspecteur-generaal van het Departement deelt de beslissing van de Minister van Landbouw aan de betrokken opvangstructuur.

Art. 21. De opschorting leidt tot een tijdelijke stopzetting van de activiteiten van sociale opvang in een rurale omgeving door de opvangstructuur.

Art. 22. Indien er een reden voor de intrekking van de erkenning vastgesteld wordt wegens niet-naleving van de in dit besluit bepaalde voorwaarden, deelt het Departement dit binnen dertig dagen na de vaststelling ervan aan de betrokken opvangstructuur mee, door elk middel dat een vaste datum verleent in de zin van artikel D.15 van het Waals Landbouwwetboek.

De opvangstructuur beschikt, op straffe van onontvankelijkheid, over dertig dagen na de ontvangst van de mededeling bedoeld in het eerste lid, om zijn bezwaren aan het Departement mee te delen door elk middel dat een vaste datum aan de verzending verleent overeenkomstig artikel D.15 van het Waals Landbouwwetboek.

Binnen vijftien dagen te rekenen vanaf de ontvangst van de bezwaren of van de vervaldatum bedoeld in het tweede lid, deelt het Departement zijn verslag aan de Minister van Landbouw mee betreffende de reden van de intrekking van de erkenning, vergezeld in voorkomend geval, van de analyse van zijn bezwaren.

Het Departement deelt de beslissing van de Minister van Landbouw aan de opvangstructuur mee door elk middel dat een vaste datum aan de verzending verleent overeenkomstig artikel D.15 van het Waals Landbouwwetboek, binnen een termijn van vijftien dagen te rekenen vanaf de ontvangst van diens beslissing.

Art. 23. De opvangstructuur kan een nieuwe erkenningsaanvraag bij het Departement indienen, krachtens de procedure bepaald in artikelen 10 en 11, na zes maanden te rekenen vanaf de kennisgeving van de intrekking.

Op basis van de elementen in zijn bezit stelt de Minister van Landbouw de opvangstructuur in kennis van zijn beslissing.

Art. 24. De kennisgeving van de intrekking van de erkenning leidt van rechtswege tot de stopzetting van de activiteiten in verband met de sociale opvang in een rurale omgeving.

De procedure van opschorting en intrekking is ook toepasselijk op opvangstructuren indien vastgesteld wordt dat de bepalingen bedoeld in het Waals Landbouwwetboek, het Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, dit besluit en de uitvoeringsbesluiten ervan niet worden nageleefd.

HOOFDSTUK VI. — *Overgangsbepalingen*

Art. 25. Wat de erkenningsaanvragen ingediend in 2019 en 2020 betreft worden de termijnen bedoeld in artikelen 5, § 3, lid 2, en 11, § 2, lid 2, op zestig werkdagen vastgesteld.

Art. 26. Wat de jaren 2019 en 2020 betreft kunnen de opvangstructuren die een bevestiging van ontvangst van hun erkenningsaanvraag overeenkomstig de artikelen 5, § 2, lid 2, en 11, § 2, lid 2, hebben ontvangen en die in afwachting zijn van een beslissing van de Minister van Landbouw in verband met hun erkenningsaanvraag, in aanmerking komen voor een statuut dat zich in de erkenningsfase bevindt, zodat zij hun geplande activiteiten van sociale opvang in een rurale omgeving kunnen bevorderen en meedelen.

De opvangstructuren die overeenkomstig lid 1 in aanmerking komen voor een statuut dat zich in de erkenningsfase bevindt, kunnen, na een gunstig advies van een sociale of gezondheidsstructuur of van een begeleidingsdienst, activiteiten van sociale opvang in een rurale omgeving organiseren.

HOOFDSTUK VII. — *Slotbepalingen*

Art. 27. De Minister van Sociale Actie en Gezondheid en de Minister van Landbouw zijn, ieder wat hem/haar betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 mei 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
A. GREOLI

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme, Erfgoed
en afgevaardigd bij de Grote Regio,
R. COLLIN

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/204988]

Commissariat général au Tourisme. — Personnel

Par arrêté du Gouvernement wallon du 17 octobre 2019 qui entre en vigueur le 1^{er} novembre 2019, M. Pascal Fontaine, attaché, est promu par avancement de grade au grade de directeur de la Direction des Hébergements touristiques du Commissariat général au Tourisme.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/204772]

Environnement

Par acte du 16 avril 2019, M. Udo Berg Auf dem Steim 5 à D-52396 Heimbach est enregistré en qualité de transporteur de déchets autres que dangereux.

L'enregistrement est identifié par le numéro 2019-04-16-01.

Par acte du 16 avril 2019, M. Adriano Ghisetti Via Alessandro Manzoni 3 à IT-24043 Caravaggio est enregistré en qualité de transporteur de déchets autres que dangereux.

L'enregistrement est identifié par le numéro 2019-04-16-02.

Par acte du 16 avril 2019, la SA G. BALAES sise Rue Louis Maréchal 11 à 4360 Oreye est enregistrée en qualité de collecteur et de transporteur de déchets autres que dangereux.

L'enregistrement est identifié par le numéro 2019-04-16-03.

Par acte du 16 avril 2019, la SPRL DELEHOUBE sise Rue d'Aubel 50 à 4852 Hombourg est enregistrée en qualité de collecteur et de transporteur de déchets autres que dangereux.

L'enregistrement est identifié par le numéro 2019-04-16-04.

Par acte du 16 avril 2019, la NV JACOBS sise Industrielaan 27 à 2250 Olen est enregistrée en qualité de collecteur et de transporteur de déchets autres que dangereux.

L'enregistrement est identifié par le numéro 2019-04-16-05.

Par acte du 16 avril 2019, l'administration communale d'Esneux sise Place Jean d'Ardenne 1 à 4130 Esneux est enregistrée en qualité de collecteur et de transporteur de déchets autres que dangereux.

L'enregistrement est identifié par le numéro 2019-04-16-06.